



Georges Tron

Député UMP de l'Essonne

Rapporteur du budget de la fonction publique de la commission des finances

Remettre le secteur public dans les rails

INVITÉ D'HONNEUR DU PETIT DÉJEUNER du **club Lamennais** du 6 mai – jour anniversaire de la première année de la présidence de Nicolas Sarkozy –, Georges Tron a surpris son monde en refusant de charger excessivement le chef de l'Etat. A deux reprises, au cours de cette rencontre avec les ingénieurs, présidée par Noël Clavelloux, président du **Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France (CNISF)**, et animée par le rédacteur en chef de la lettre **Horizons politiques** François Gervais, sur le thème de « *la croissance et les propositions Attali* », le député-maire UMP de Draveil a pris plutôt la défense du bilan du chef de l'Etat « *au moment où certains de ceux qui l'ont défendu quand tout allait bien ont tendance à le laisser un peu de côté* ». Est-ce par « *anti-conformisme* » que le député « *villepiniste* » a plaidé pour un peu plus d'indulgence qu'il n'y en a aujourd'hui à l'égard du président de la République ? Toujours est-il que Georges Tron s'est félicité du « *grand mouvement de réformes* » qui est lancé. « *Il est courageux, car nous touchons à des secteurs sensibles comme celui de la refonte du secteur éducatif* », a-t-il précisé. « *Nous sommes en train de mettre en œuvre une série de réformes qui me paraissent fondamentales. Je crois qu'il faut avoir un peu d'indulgence et de patience... Le problème, c'est que nos concitoyens ont une impatience assez justifiée.* » Répondant à une question « *chiffrée* » sur la note qu'il donnerait à « *l'élève Sarkozy* » pour la première copie de son quinquennat,



Georges Tron et Noël Clavelloux

Georges Tron a répondu *in fine* d'un laconique « *neuf sur vingt* » ! Manifestement, pour le député-maire de Draveil, il y a encore beaucoup de chemin à faire pour résoudre « *la seule question fondamentale qui est posée au pays : celle de remettre le secteur public dans les rails d'une gestion correcte* ». L'autre changement bénéfique, constaté depuis un an par le rapporteur du budget de la fonction publique de la commission des finances de l'Assemblée nationale, tient à la

décision prise par le chef de l'Etat de confier la présidence de cette commission à un député socialiste. « *Je considérais que c'était vraiment faire un cadeau de première main à l'opposition. En réalité, aujourd'hui, nous constatons que la situation économique et sociale de notre pays permet de dégager un consensus d'analyse au sein de la commission des finances sur les grandes urgences. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, quand nous abordons ces questions de croissance en particulier, nous ne sommes pas loin de penser la même chose sur beaucoup de sujets* », a-t-il indiqué.

Le député UMP de l'Essonne s'est montré plus critique en revanche vis-à-vis des propositions du rapport Attali qui « *a le mérite d'exister* » et d'« *avoir relevé les faiblesses de notre pays dans bien des domaines* », mais qui pêche, selon lui, par un manque de propositions dans sa troisième partie qui lui semble essentielle, celle qui porte sur la gouvernance de l'Etat et la fonction publique.

L'introduction du contrat chez les fonctionnaires

Chiffres en main – « *l'Etat représente à lui tout seul 80% du déficit public qui est de l'ordre de 50 milliards d'euros* », a-t-il précisé –, Georges Tron a estimé en répondant aux questions des ingénieurs que « *nous sommes dans une situation où il y a une ponction tout à fait excessive de l'Etat par rapport à ce qui se passe à l'étranger* ». C'est au niveau de l'Etat, a-t-il insisté, que les grosses réformes doivent être engagées. Il faut aller beaucoup plus loin que le *Rapport Attali* ne l'a fait et « *avoir l'audace de changer complètement l'approche quantitative que nous avons depuis de nombreuses années pour une gestion beaucoup plus qualitative et évaluée* », a-t-il souligné.

Le député de l'Essonne a toutefois repris à son compte « *des réformes qui sont dans les tuyaux depuis belle lurette* » comme la rémunération des fonctionnaires au mérite et non plus à l'ancienneté. Il y a ajouté l'introduction de la pratique des « *agences* ». « *En Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, a-t-il dit, les grandes administrations ont été remplacées par des agences qui ont des structures beaucoup plus souples avec une latitude de gestion par les responsables plus grande que chez nos directeurs d'administration centrale.* » Ces « *agences* » peuvent notamment avoir recours « *à des compétences du privé* ».

Il a insisté aussi sur un sujet qu'il juge extrêmement important : celui de « *l'introduction du contrat dans le déroulement de carrière des fonctionnaires* ». « *C'est un vrai problème idéologique à surmonter, a-t-il reconnu, mais à mes yeux l'introduction du contrat est fondamentale.* » Pour lui, le vrai problème de la France par rapport à ce qui se passe à l'étranger est purement « *idéologique* ». « *Il faut avoir le courage de dire les choses avec beaucoup de franchise de telle façon que la réforme soit possible* », a-t-il insisté.

Dégraissier l'Etat et les départements

Après avoir avancé ses solutions pour dégraissier un Etat situé, selon lui, « *au cœur de la problématique des déficits* » bien plus que les dépenses sociales, Georges Tron n'a pas hésité à mettre les pieds dans le plat des collectivités locales en proposant la disparition à terme des

départements ou, du moins, leur fusion avec les régions. Il existe 500 000 élus locaux sur l'ensemble du territoire, « *ce système génère une dépense publique absolument folle. Nous avons un système institutionnel beaucoup trop lourd dans le domaine des collectivités locales* », a-t-il souligné. Il a repris la proposition qu'il avait faite avec François Fillon (en 2002) de « *regrouper des régions et des départements avec l'élection de conseillers départementaux sur des cantons beaucoup plus vastes qui siègeraient au conseil régional* ». S'il fallait supprimer un échelon dans le mille-feuille administratif français, Georges Tron pense que ce devrait être le département plutôt que les communes – « *le cœur des Français ne bat que pour l'échelon communal* », a-t-il dit – en transférant leurs compétences vers les agglomérations et les régions.

Un paquet fiscal... « anachronique »



Interrogé enfin sur le bien-fondé du « *paquet fiscal* », le député UMP de l'Essonne a indiqué qu'il l'avait voté « *sans aucune forme d'hésitation parce que, contrairement à ce qui a été présenté, les dispositions ne sont pas ciblées vers les catégories élevées de la population. Le problème, a-t-il ajouté, c'est qu'il a été voté en juillet 2007 à un moment où nous étions sur une croissance prévisionnelle de l'ordre de 2,5% alors que nous sommes aujourd'hui à 1,5%. Donc, selon lui, le paquet fiscal était une bonne mesure, mais... anachronique* ».

Enfin, à propos d'une éventuelle réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Otan, le député UMP de l'Essonne s'est déclaré « *très réservé* ». « *Je considère que la position française était assez équilibrée jusqu'ici. Mais l'envoi de troupes en Afghanistan, le sentiment d'alignement sur les positions américaines en particulier, et la réintégration dans l'Otan peuvent aboutir à connoter la position française de façon excessive.* »

« *Pour tout dire, a-t-il ajouté, Dominique de Villepin va plus loin puisqu'il pense qu'en prenant cette position, la France risque de donner un signe extrêmement défavorable à un certain nombre de pays qui avaient tendance à considérer que nous étions leur interlocuteur privilégié pour pondérer les pressions des Anglo-saxons.* Si Dominique de Villepin le dit, ce n'est pas Georges Tron qui le contredira !